

Des « usages » de la maternité en histoire du féminisme

Louise Toupin

Volume 9, Number 2, 1996

Les âges de la vie

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/057890ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/057890ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (print)

1705-9240 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Toupin, L. (1996). Des « usages » de la maternité en histoire du féminisme. *Recherches féministes*, 9(2), 113–135. <https://doi.org/10.7202/057890ar>

Article abstract

The history of the first phase of North American feminism (1850-1960) is presently undergoing a new interpretation: « maternal » feminism would be more appropriate to describe the early history of feminism than the so-called « equal rights feminism ». In this paper, the author examines a concept which is at the basis of this reinterpretation: maternalism, the concept most frequently postulated, and hence largely ahistorical. The author argues that the lack of an historical examination leads a certain kind of « revisionist » historiography to extend to the whole feminist movement of this earlier phase a particular use of « maternity », an ideological one. Distinguishing between the different uses of maternity, she argues, should be part of the historiographical reassessment currently under way.

Des «usages» de la maternité en histoire du féminisme¹

Louise Toupin

Depuis le tournant des années 90, un nouveau concept, utilisé pour analyser et interpréter l'histoire des femmes et l'histoire du féminisme, connaît une grande popularité: il s'agit du «maternalisme», cette pierre angulaire de la philosophie qui sous-tendrait l'action du féminisme dit maternel (appelé aussi féminisme domestique, social, relationnel, de la différence, etc.). C'est un article paru dans l'*American Historical Review* en 1990², sous la signature de Seth Koven et de Sonya Michel, un historien et une historienne des États-Unis, qui semble avoir déclenché cette popularité. Qu'est-ce que le maternalisme?

Le maternalisme: un nouveau concept historique

Nous désignons par ce terme [«maternalisme»] l'idéologie et les discours qui exaltent la capacité des femmes d'être mères et qui entendent appliquer à la société tout entière les valeurs rattachées au rôle de mère, soit les valeurs morales, nourricières et de bien-être (Koven et Michel 1993: 4).

Koven et Michel disent se référer plus particulièrement, dans leur définition, aux discours d'une frange particulière de luttes féministes, soit à ce que Karen Offen appela d'abord, en 1984, le féminisme «familial» puis, en 1988, le féminisme «relationnel». Voici à titre de rappel comment Offen a défini cette tradition féministe (1989a: 9):

Y est posé le primat du couple homme/femme, uni librement, non hiérarchique, décrit comme l'unité de base de la société [...] Le féminisme relationnel met l'accent sur les droits des femmes en tant que *femmes* (i.e. en tant qu'individus susceptibles de porter et de nourrir les enfants) dans leurs relations avec les hommes. Il montre comment les femmes, à travers leurs rôles, apportent une contribution spécifique à la société tout entière et c'est sur cette contribution qu'il s'appuie pour revendiquer auprès de l'État.

-
1. Le présent texte est la version revue et augmentée d'une communication présentée au congrès annuel de l'Institut d'histoire de l'Amérique française, à l'Université d'Ottawa, le 21 octobre 1995.
 2. Cet article est repris en introduction dans leur anthologie de textes *Mothers of a New World*[...]. Voir Koven et Michel (1993 : 1-42).

«Familial», «relationnel», «maternel» semblent ici synonymes, du moins dans l'esprit de Koven et de Michel.

Selon Lynn Weiner (1993: 96), les historiennes américaines qui ont employé jusqu'ici le terme «maternalisme» dans leurs travaux l'ont appliqué: 1) à l'idéologie de la *Republican Motherhood* du XVIII^e siècle; 2) aux idées du Congrès national des mères du XIX^e siècle; ou 3) aux intérêts des réformatrices progressistes du début du XX^e siècle³.

L'appellation «féminisme maternel» et son idéologie maternaliste ne nous sont pas inconnues, à nous qui lisons les études en histoire du féminisme au Canada. C'est en effet ainsi que Linda Kealey qualifia (1979: 7-8) le type de féminisme qui aurait caractérisé le militantisme des femmes au Canada au tournant du XX^e siècle. Ce qualificatif fut également repris par le collectif d'historiennes auteur de *Canadian Women: A History* (Prentice et al. 1988: 169).

L'historienne Andrée Lévesque emploie aussi l'expression «féminisme maternel» et l'idéologie maternaliste pour qualifier, durant l'entre-deux-guerres au Québec, le «rôle public» des militantes de la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste et l'idéologie qui les animait dans la poursuite des réformes sociales. Ces revendications se faisaient cependant, spécifie-t-elle, «au nom de la charité plutôt que de la justice» (Lévesque 1989: 42-43).

Toutefois, l'appréciation que Kealey (1979: 9) donna à ce terme à l'époque était entièrement négative: le féminisme maternel était vu comme nettement conservateur, ce qui n'est pas le fait d'Offen (1988) qui inverse complètement la valeur que Kealey lui a donné: il s'agirait, selon elle, d'un féminisme révolutionnaire.

Si le concept de maternalisme prend – ou reprend, selon le cas – de la vigueur au tournant des années 90 aux États-Unis, c'est à l'occasion de l'irruption d'un nouveau champ d'étude historique en ce pays, à savoir la création de l'État-providence aux États-Unis et le rôle que les femmes ont joué dans son édification. Un maternalisme aurait caractérisé leurs actions.

Il s'agit d'un terme séducteur, car il peut, par exemple, englober à peu près toutes les femmes qui, hors de la maison, se sont préoccupées du sort des mères et des enfants, et qui ont utilisé (ou non) pour ce faire la rhétorique de la maternité au sens large. D'abord perçues comme des rouages du conservatisme social (DuBois et Gordon 1984), leurs actions dans le domaine des politiques étatiques et des mesures à l'endroit des mères et des enfants sont maintenant l'objet d'une révision interprétative.

Un concept à interprétations multiples

Si on me permet cette synthèse trop rapide de l'historiographie récente à ce sujet, on pourrait dire que les mesures ou politiques préconisées par les militantes sont désormais interprétées d'une triple façon par les spécialistes de l'histoire:

3. Sur les différences de perspectives en cette matière entre les femmes blanches et les femmes noires aux États-Unis, voir : Gordon (1991), Hill Collins (1990) et Boris (1993).

- 1) Pour un courant, ces mesures sont jugées ultraconservatrices, car elles consacrent l'équation femmes-mères, perpétuant ainsi la subordination des femmes dans la famille. C'est la perspective égalitariste libérale classique (Dale et Foster 1986);
- 2- Pour un autre courant, les mêmes mesures sont jugées révolutionnaires, car, en consacrant l'équation femmes-mères, on reconnaît enfin que les femmes se définissent d'abord par leur capacité de concevoir, de porter et de nourrir les enfants. C'est la perspective typique «de la différence», celle d'Offen rapidement résumée ici (1988, 1989a et 1989b).

Un troisième courant historiographique tente de sortir de la dichotomie égalité-différence classique:

- 3- Ces mesures contribueraient plutôt à assurer aux mères, comme individus, une maîtrise de leurs conditions de travail et de production (Lewis 1984: 103). Les interprétations divergent cependant ici quant à l'effet de telles mesures. Par exemple, alors que, pour Jane Lewis (1994a: 49-50)⁴, ces mesures ne font le plus souvent que renforcer le patriarcat, étant donné la faiblesse politique des promotrices, pour Gisela Bock (1992), par contre, de telles mesures, du fait qu'elles contribuent à faire reconnaître les activités des mères comme du travail, accroissent de ce fait l'autonomie des femmes à l'intérieur de l'institution conjugale. Ainsi, elles remettent en cause le clivage entre travail payé et travail non payé, «et donc la division selon le sexe entre pouvoir et non-pouvoir», rompant de ce fait avec une vision biologique des sexes.

On le voit, le concept de maternalisme, sous-tendant l'action des féministes dans le domaine des politiques de maternité, laisse place à des interprétations contradictoires⁵. S'il en est ainsi, selon moi, c'est que la *définition* de ce concept n'arrive pas à contenir les multiples *usages* dont il a été historiquement l'objet. Ces usages contradictoires remettent donc en question une définition aussi monolithique du concept. C'est l'hypothèse que je soumettrai dans les paragraphes qui suivent.

Quelle est la pertinence de cette préoccupation? Elle touche la compréhension même que nous pouvons avoir de l'action des femmes dans l'histoire. Par exemple, une définition aussi univoque du maternalisme peut conduire à des interprétations assez surprenantes, comme celle-ci: les Cercles de fermières auraient changé le cours de l'histoire québécoise et, ainsi, celui de l'histoire du Canada. C'est du moins la conclusion à laquelle en arrive Offen dans

-
4. Encore que Lewis ait beaucoup de réticences à utiliser le concept de maternalisme. Voir Lewis (1994a). Pour elle, il est difficile de tracer une nette démarcation entre attitudes maternalistes et attitudes paternalistes, du moins dans l'Angleterre victorienne et édouardienne. Voir Lewis (1994b : 122).
 5. C'est d'ailleurs la conclusion à laquelle en arrive Lynn Y. Weiner (1993), après avoir organisé une table ronde, réunissant des chercheuses de Russie (tsariste), d'Allemagne, du Japon et des États-Unis, autour du sujet suivant : «Maternalism as a Paradigm : Defining the Issues». Voir aussi : Gordon (1991), Boris (1993) et Kornbluh (1996).

une recension (Offen 1995: 149) du chapitre 18 du tome 5 de l'*Histoire des femmes en Occident* (Thébaud 1992b) écrit par Yolande Cohen sur le Québec⁶.

Tout extrême soit-il, cet exemple nous indique toutefois jusqu'où peut nous amener un concept peu ou mal défini.

Un concept à multiples usages

L'hypothèse que je compte étayer est la suivante: si la définition du maternalisme la plus largement acceptée, celle de Koven, Michel et Offen, est si peu rigoureuse, c'est en partie parce qu'elle est non suffisamment «historicisée» et contextualisée, qu'elle représente en fait un usage bien particulier de la maternité mis en avant par des militantes: l'usage idéologique⁷, que d'autres féministes en ont fait au moins un autre usage, un usage que je qualifie de «matérialiste». Ces féministes luttaient, comme on le verra, pour faire reconnaître l'activité maternelle comme un *travail* qui, comme tout travail, devait être reconnu socialement et économiquement. C'est l'activité de travail qui fut mise en évidence dans ces luttes, et non d'abord la définition biologique des femmes, qui est un produit idéologique (Mathieu 1989; Laqueur 1992; Juteau 1994).

En d'autres termes, je crois que le concept même de maternalisme doit être soumis à l'examen historique⁸. Un des moyens que je propose pour «historiciser» ce concept est d'en montrer divers usages historiques. Je choisis ici de mettre en évidence un de ces usages, l'usage dit «matérialiste». Cet usage historique particulier me permet d'appréhender qu'il y aurait vraisemblablement eu plus d'une façon de penser les luttes autour de la maternité dans l'histoire, remettant en question de ce fait la définition monolithique dominante du maternalisme, telle qu'elle a été énoncée par Koven, Michel et Offen.

-
6. Voir Baillargeon (1991) et Dumont (1995) pour d'autres critiques des thèses de Yolande Cohen sur les Cercles de fermières.
 7. Par «usage idéologique», je veux signifier en fait l'idéologie de la maternité, la définition biologique des femmes, c'est-à-dire tout le «discours de la Nature» (Guillaumin 1992) qui s'est construit et développé sur les femmes, principalement autour du fait qu'elles ont la capacité de procréer. Toutefois, comme l'a bien démontré Paola Tabet (1985 : 65) : «Le «naturel» a une surprenante résistance en ce qui concerne les femmes. En effet, un glissement semble se produire [...] entre la *capacité* et le *fait* de procréer, et ce dernier, au lieu d'être l'aboutissement d'un processus qui banalement nécessite deux sexes, devient l'essence, la nature même des femmes.» Notons que c'est d'abord Nicole-Claude Mathieu qui a, dès 1971, mis en évidence comment, dans les sciences sociales, les femmes sont toujours considérées comme une catégorie «naturelle» et, de ce fait, niées en tant que sujets sociaux (Mathieu 1991). Colette Guillaumin (1992 : 49-82), pour sa part, a magistralement analysé tout le dispositif du «discours de la Nature». Paola Tabet (1995), quant à elle, a montré, entre autres choses, comment la «séquence reproductive», c'est-à-dire tous les moments depuis les circonstances du coït jusqu'à l'allaitement, ont fait l'objet de manipulations sociales.
 8. Cette idée rejoint celle qui a été exprimée par Dagmar Herzog (1993 : 186), critiquant l'essai d'Ann Taylor Allen (1991) : «German maternalism is placed in its historical context in this book, but the concept of maternalism itself is not historicized.»

Historiquement, les féministes ont en effet beaucoup parlé de maternité tout au cours de leurs luttes. Les perspectives mises en avant n'étaient cependant pas toutes liées à une définition biologique des femmes ou au schéma de la conjugalité moderne, deux composantes essentielles sur lesquelles s'appuie la définition du féminisme maternel, selon la version de Karen Offen⁹.

Selon moi, ce n'est pas parce que la maternité est au cœur des revendications du féminisme dans l'histoire que presque tout le mouvement féministe occidental, dans sa première phase, peut être qualifié de maternaliste, ou de relationnel, entendu au sens de conjugalité, de solidarité et de complémentarité des sexes, comme le fait l'historienne américaine Karen Offen par exemple. Je crois plutôt, à l'instar d'une autre historienne américaine, Nancy Cott, qu'étant donné le fait que la maternité constituait, pour les femmes blanches de la petite-bourgeoisie protestante (*WASP: White Anglo-Saxon Protestant*), leur seule définition sociale, elle devenait de ce fait, pour les féministes du XIX^e siècle et du début du XX^e, le «point de départ» obligé de leur action (Cott 1986: 51). En d'autres termes, la maternité aurait joué le rôle de prisme en quelque sorte, à travers lequel toutes les revendications pouvaient et devaient être vues. Comme le dit justement l'historienne québécoise Maryse Darsigny (1993: 128) à ce propos:

Si, en effet, on replace le féminisme des femmes comme Thérèse Casgrain dans le contexte spécifiquement féminin, où elles sont inéluctablement contraintes à devenir des épouses, mères et maîtresses de maison, il n'est pas étonnant de voir resurgir dans leur discours cette espèce d'exaltation du rôle maternel et des qualités dites naturellement féminines qui s'y rattachent. Les expériences matérielles et quotidiennes des femmes de cette époque étant profondément marquées par la maternité et le maternage, comment ces féministes pouvaient-elles faire autrement que d'être touchées par cette réalité reliée à la condition d'être femme en ce temps-là, soit celle d'être épouse, mère et maîtresse de maison?

La maternité a donc vraisemblablement joué le rôle de prisme à travers lequel pouvaient se réfracter toutes sortes de demandes sociales, y compris

9. Pensons seulement à la féministe suédoise Ellen Key, chantre de l'amour maternel, du lien sacré mère-enfant et promotrice du «droit à la maternité» au tournant du siècle. Ses propos ne se situaient cependant pas dans la perspective de la conjugalité de l'époque. Au contraire, elle prônait l'«amour libre» et réclamait un salaire pour les femmes qui désiraient être mères, afin qu'elles ne se retrouvent pas à la merci des hommes dans l'exercice de leur choix de vie. Voir entre autres Register (1982). Ellen Key n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. Classée d'abord comme maternaliste par excellence (Offen 1988), Key soutenait l'idée d'un maternalisme qui se voit graduellement nuancé et fait aujourd'hui l'objet d'une réinterprétation (Pierson 1990 : 278; Käppeli 1991). Sur les multiples conceptualisations des politiques maternelles avancées par des féministes, voir à ce sujet, pour l'Europe, les diverses contributions dans Bock et Thane (1991) et Bock (1992) et, pour les États-Unis, Koven et Michel (1993).

l'accès au sport¹⁰, et cela semble avoir été le fait non seulement des femmes-mères, mais aussi de celles qui ne l'étaient pas.

Il en est ainsi de la journaliste québécoise Judith Jasmin, dont on peut se douter qu'elle ne se définissait pas précisément comme une mère de famille. Voici comment, dans une tournée de conférences, Jasmin (1992: 33) parle de l'«univers de la femme» en 1952:

L'univers de la femme pourrait se résumer en un seul mot: l'enfant, puisque la fonction biologique de la femme, c'est la maternité. Mais rien n'est plus complexe qu'un être humain [...] De même, la femme participe à cette complexité de l'essence humaine. Et sa fonction première, physiologique, est recouverte, enveloppée d'une foule d'autres désirs, d'aspirations, de besoins hétérogènes. Mais c'est depuis cette fonction essentielle – transformée, déguisée, méconnaissable – que l'on trouvera l'explication de toutes les destinées féminines, grandes ou petites.

Discerner, décoder, spécifier, contextualiser, bref «historiciser» la rhétorique des discours sur la maternité et, au premier chef, le concept clé du féminisme dit maternel, le maternalisme, s'avère une nécessité, si on veut que ce concept soit significatif historiquement ou, tout au moins, ait une certaine consistance.

Pour «historiciser» les discours multiples sur la maternité et appréhender un tant soit peu leur diversité, il faudrait, par exemple, étudier de façon comparative comment certaines militantes féministes de l'Europe, des États-Unis et du Canada ont, durant l'entre-deux-guerres, conçu ou articulé certaines revendications qualifiées de maternaliste, notamment les mesures sociales à l'intention des mères.

Je me contenterai ici de donner seulement certains indices de cette variété en prenant deux exemples de mobilisations féminines et de discours sur la maternité qui se sont tenus durant cette période: la pension aux mères nécessiteuses, mesure instaurée aux États-Unis en 1911 et introduite par la suite dans différentes provinces canadiennes, puis les allocations familiales, qui furent implantées au Canada à la fin de la Seconde Guerre mondiale et dont la «maternité» de la formule revient à la féministe anglaise Eleanor Rathbone (et non, soit dit en passant, à lord Beveridge, comme à peu près toutes les études en la matière le prétendent).

La question de la pension aux mères sera ainsi pour moi l'occasion de donner certains indices de la multiplicité des conceptualisations de la maternité

10. Voir le cas de la féministe française Marie-Rose Astié de Valsayre, raconté par Klejman et Rochefort (1988), qui œuvra à la fin du siècle dernier. Suffragiste, favorable à l'égalité des salaires, à l'ouverture de toutes les études et toutes les professions, elle pratique la bicyclette et l'escrime et préconise la «rationalisation du costume féminin» (elle-même porte la culotte) de même que la pratique du sport. À ce propos, par souci de ménager un public encore très rétif à toute activité physique féminine, ou par incapacité à penser les femmes en dehors de leur fonction de reproduction, Astié se sent obligée d'expliquer sa position : le sport permettrait un meilleur développement des «fonctions naturelles» (maternité, allaitement) de la femme en rendant son corps plus solide (Klejman et Rochefort 1989 : 90).

et des activités maternelles qui ont été avancées à cette époque-là, la diversité des usages de la maternité en fait, alors que la question des allocations familiales me permettra de mettre en évidence *un usage particulier de la maternité* mis en avant par les promotrices de cette mesure: l'usage que je qualifie de «matérialiste».

Mais, tout d'abord, situons le courant de revendication dit «maternaliste» dans le contexte européen du début du XX^e siècle.

«La maternité comme fonction sociale»: la tradition européenne

Dans un chapitre de *l'Histoire des femmes en Occident au XX^e siècle* (Thébaud 1992b: 377), l'historienne allemande Gisela Bock nous fait découvrir, selon les termes de la présentatrice Françoise Thébaud,

[...] un courant mal connu, et longtemps non reconnu, du féminisme des premières décennies du siècle. Qualifié aujourd'hui de «maternaliste», ce féminisme, affaibli par la Première Guerre mondiale, réclamait à la fois l'égalité des droits économiques et politiques, et la reconnaissance sociale de la maternité dont la valeur économique était considérée comme égale, sinon supérieure à celle des activités masculines. Mais les États-providence européens, dont il fut un des promoteurs, se sont plutôt orientés vers un modèle d'assistance aux familles et de valorisation de la paternité, tandis que les États-Unis considéraient la maternité comme une question proprement individuelle.

Le courant maternaliste dont Bock nous entretient dans son essai (1992)¹¹ conçoit les mesures à adopter envers les mères dans la perspective d'une maternité pensée comme *fonction sociale*.

De 1890 jusqu'aux années 1930, écrit Bock (1992: 385), «un des thèmes essentiels du débat féministe de l'époque était l'activité maternelle, reconnue par beaucoup non comme une fonction naturelle, mais comme un travail.» Bock cite à cet égard pas moins d'une trentaine de féministes ou de groupes qui ont réclamé, durant cette période, la reconnaissance effective de l'activité maternelle sous une forme ou sous une autre, et cela seulement en Europe et aux États-Unis.

Parmi elles, certaines demandaient carrément de rétribuer l'activité maternelle par un salaire: Hubertine Auclert dès 1879 (au Congrès ouvrier de Marseille¹²), Léonie Rouzade en 1896 (Cova 1991: 122), Marguerite Durand (Klejman et Rochefort 1989: 243), Nelly Roussel (Roussel 1979: 51 et 95) et Alexandra David-Néel en 1906 (David-Néel 1975: 36) en France¹³,

11. Bock condense les travaux en la matière d'une vingtaine d'historiennes européennes réunies à l'Institut universitaire européen de Florence et dont les contributions sont réunies dans l'anthologie *Maternity and Gender Policies* [...] Voir Bock et Thane (1991).
12. Voir l'intervention d'Hubertine Auclert à l'«immortel congrès de Marseille» de 1879 (Dufrancatel, Rebérioux et Slama 1976).
13. Bock (1992 : 386) note à cet égard que, même si «on retrouve des idées et des propositions analogues dans tous les mouvements de femmes en Occident au

Katti Anker Möller en Norvège en 1915 (Blom 1991: 23), Ellen Key en Suède en 1909 (Register 1982: 603), Kaëthe Schirmacher en Allemagne en 1904 (Schirmacher 1904), Eleanor Rathbone en 1917 (Rathbone 1917: 68), Virginia Woolf en 1938 (Woolf 1977) en Angleterre, et Katherine Anthony en 1915 (Bock 1992: 389-390), Melusina Fay Pierce dès 1868 (Hayden 1982: 67), Crystal Eastman en 1920 (Wiesen-Cook 1978: 54-57) aux États-Unis, pour ne nommer que celles-là.

Par ailleurs, au Canada, plus particulièrement au Manitoba, vers 1915, un club de travailleurs sociaux proposa des salaires d'État pour les mères (state salaries for mothers). Je ne possède cependant pas assez de renseignements sur le rapport d'où provient cette recommandation pour affirmer qu'elle se situe dans la même perspective que les autres mentionnées plus haut¹⁴. Chose certaine, la question de la rétribution de l'activité maternelle était dans l'air autour des années 20 au Canada, comme en témoigne un article de la revue *Every Woman's World* de février 1920 intitulé «Should Husbands Pay Their Wives Salaries^{15?}»

Certaines, donc, en Europe au début du siècle, voyaient ce salaire comme un revenu permanent, alors que d'autres croyaient qu'il fallait plutôt revendiquer une allocation limitée à une période donnée de la vie des femmes (à la «maternité active», comme l'ont proposé des féministes italiennes, donc une sorte de congé de maternité) ou encore limitée à certaines catégories de mères (les mères nécessaires ou cheffes de famille monoparentale ou encore ouvrières d'usine).

Quant au financement, certaines entendaient l'assurer ou par un impôt prélevé sur l'ensemble des pères, comme le proposait Hubertine Auclert, ou par l'État (caisse publique de la maternité, comme il fut décidé en France en 1900 au Congrès international sur la condition et les droits des femmes, fonds national de la maternité – comme en Italie – ou «fonds national» pour cet «acte de citoyenneté [...] fondamental», comme le suggérait, en Angleterre, Mabel Atkinson). D'autres croyaient que ce travail devait être «le mieux payé de tous les travaux de femmes» comme la Norvégienne Katti Anker Möller, et que cette fonction sociale méritait d'être «la plus honorée et la mieux rétribuée de toutes» (Nelly Roussel, citée dans Knibielher et Fouquet 1977: 297).¹⁶

Pour plusieurs, ce montant devait être séparé du revenu du mari et directement versé aux femmes. C'était là du moins l'avis de Kaëthe Schirmacher (1865-1930), féministe allemande, qui appuyait sa revendication sur de véritables enquêtes et analyses du travail féminin¹⁷. Son essai, paru en 1904, porte

début du siècle [...], c'est en France qu'elles apparurent pour la première fois sous les formes les plus avancées et les plus diverses». Cette constatation est largement étayée dans Cova (1994).

14. Cet épisode de l'histoire canadienne anglaise est exposé par Strong-Boag (1979).
15. Cet article, sous la plume d'Helen Cornelius, est reproduit dans *Canadian Women's Studies/Les cahiers de la femme*, 1, 2, hiver 1978-1979 : 89-90. C'est Strong-Boag (1988) qui y fait référence.
16. Voir Bock (1992) pour les propositions d'Hubertine Auclert (p. 385-386), du Congrès international sur la condition et les droits des femmes (p. 386), de Mabel Atkinson (p. 389) et de Katti Anker Möller (p. 389).
17. Voir Schirmacher (1902).

d'ailleurs en son titre toute l'intention de l'auteure: *Le travail domestique des femmes. Son évaluation économique et sociale*.

Ce courant, qui entendait faire reconnaître la maternité comme fonction sociale à partir de la démonstration qu'elle constituait un véritable travail, fut connu en Angleterre sous le nom de «nouveau féminisme», dont Eleanor Rathbone fut la figure de proue¹⁸, ou encore d'«*endowment of motherhood*» durant l'entre-deux-guerres. Il revêtit différentes formes selon les pays comme la pension aux mères nécessiteuses et les allocations familiales, que nous avons connues au Canada et au Québec, et à propos desquelles je dirai quelques mots à titre d'illustration.

L'élaboration des diverses formules de pensions ou d'allocations fut aussi l'occasion de voir à l'œuvre, chez les promotrices, différentes perspectives autour de la question du travail maternel à reconnaître. C'est donc dire que le maternalisme épousa de multiples formes. Comme le précise Gisela Bock (1992 : 390):

Il va sans dire que même si dans beaucoup de pays un grand nombre de femmes luttèrent pour la dignité de la maternité, pour qu'elle soit reconnue comme un travail et qu'elle soit intégralement rétribuée ou partiellement financée par l'État, toutes les féministes étaient loin de s'entendre sur l'analyse sociale sous-jacente, la vision d'une société future et la stratégie à mener pour la libération des femmes.

En effet, même si le but visé par les revendications en faveur de la reconnaissance de l'activité maternelle était de parvenir à une plus grande égalité entre les sexes, la question de la définition de cette égalité, du contenu de cette notion et des moyens pour y parvenir demeurera toujours objet de litige entre les féministes.

La pension aux mères et ses différentes conceptualisations en Amérique du Nord

Prenons l'exemple des pensions aux mères nécessiteuses, instaurées dans différents États américains à partir de 1911 et dans les provinces canadiennes quelques années plus tard. La question a fait l'objet d'études relativement abondantes aux États-Unis depuis quelques années¹⁹. Plus les études se multiplient, plus les reconstructions des allégeances des militantes semblent se diversifier. Ainsi, lors de l'implantation de la première expérience étatique américaine de pensions aux mères cheffes de famille à Chicago en 1911, au moins deux types d'approches maternalistes se seraient affrontés, selon Joanne Goodwin (1992): les maternalistes conservatrices, du National Congress of Mothers, et les progressistes, principalement constituées des travailleuses sociales de Hull House, étudiées par Katharine K. Sklar (1985).

Molly Ladd-Taylor (1994), pour sa part, ajoute une troisième catégorie de militantes présentes, jusqu'en 1920, dans la constellation politique américaine en

18. Voir Rathbone (1925).

19. Voir, à titre d'exemples : Abramovitz (1988); Nelson (1990); Skocpol (1992); Goodwin (1992); Sarvasy (1992); Ladd-Taylor (1994); Gordon (1994); Mink (1995).

faveur de la question de la pension aux mères: les féministes comme telles, dont la définition se base sur celle que Cott (1987: 3-10) a donnée.

Les divergences au sein des maternalistes ont aussi été analysées par Michel et Rosen (1992). Selon elles, les plus grandes divisions à l'intérieur du maternalisme aux États-Unis se situent au niveau de la conception du rôle de l'État dans le développement de l'État-providence. Ces divisions sont apparues au grand jour, disent-elles, lorsque des féministes «maternelles» progressistes sont entrées sur la scène nationale comme artisanes du *New Deal* (Ware 1981) et que leurs politiques devinrent intimement liées aux débats sur la nature et les fonctions de l'État.

Alors que ces progressistes militaient en faveur d'une plus grande responsabilité de l'État fédéral envers les citoyens et les citoyennes, des «maternalistes» conservatrices, comme Elisabeth Lowell Putnam et son groupe, les *Woman Patriots*, organisation qui succéda à la *National Association Opposed to Woman Suffrage*, militaient pour leur part en faveur d'un État minimal: le bien-être des mères et des enfants était une préoccupation «privée», devant relever des organisations philanthropiques.

Ce groupe, lié à une coalition conservatrice mixte, lutta avec acharnement contre plusieurs réformes du type État-providence durant l'entre-deux-guerres aux États-Unis. Entre autres, il lutta contre l'unique mesure sociale à caractère national à avoir jamais été votée aux États-Unis et destinée aux mères et aux enfants, soit le *Sheppard-Towner Maternity and Infancy Act* de 1921, assurant des services d'hygiène aux mères et aux enfants. Considérée comme la première grande victoire du féminisme «postsuffrage», cette loi fut finalement retirée en 1929, notamment sous la pression de la coalition conservatrice à laquelle le groupe d'Elisabeth Putnam était lié.

Le militantisme d'Elisabeth Putnam peut, selon Michel et Rosen (1992), servir de «lentille» à travers laquelle peut être appréhendée la complexité de la culture politique des femmes après l'obtention du suffrage aux États-Unis.

Comme le concluent les deux historiennes (Michel et Rosen 1992: 364), le maternalisme apparaît donc comme une appellation «parapluie» regroupant des individus et des organisations de plusieurs tendances politiques, soit radicale, libérale et conservatrice, des organisations féministes et anti-féministes, des organisations pro- et anti-droit de vote, et toutes apparemment cimentées, idéologiquement, par le racisme, d'ajouter Ladd-Taylor (1994: 49)²⁰.

Retrouve-t-on à la même époque au Canada et au Québec les mêmes clivages entre maternalistes au moment de l'implantation des formules de pensions aux mères nécessiteuses?

À ce jour, peu de chercheuses féministes semblent s'être penchées sur l'apport propre des groupes féministes à cette dynamique sociale qui aboutit à la conception et à la mise en place des premiers programmes provinciaux de pension aux mères. À quelques exceptions près pour le Canada: l'historienne Strong-Boag (1979, 1988), encore que, comme l'a remarqué Vaillancourt (1988: 269, note 27), elle qualifie fort peu «l'orientation idéologique de leur travail», du travail des groupes féministes s'entend. Plus récemment, Margaret Hillyard Little (1995) a étudié l'implantation du premier régime de pension aux mères en Colombie-Britannique dans les années 20. Au Québec, mentionnons le travail en

20. Voir la note 3 à ce sujet.

cours de l'équipe de Yolande Cohen de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) sur l'élargissement de la citoyenneté des femmes avant le droit de vote (1880-1940)²¹. L'étude du «maternalisme» de nos groupes féministes de la première moitié du siècle – si tant est que ce concept puisse s'appliquer au Québec – demeure donc un domaine pratiquement vierge.

Avec si peu d'études comparables sur la question, il est donc fort difficile d'établir des parallèles sérieux entre les contenus des discours tenus à la même époque par les militantes américaines et européennes et ceux des Canadiennes et des Québécoises²². Toutefois, certaines bribes d'information glanées dans les sources précitées donnent quelques pistes à cet égard. Et cela conduit aux activités de Charlotte Whitton autour de la question.

L'étude de la pensée et de l'action de Charlotte Whitton, qui présidera l'influent Canadian Council of Child and Family Welfare de 1929 à 1941, nous fait pénétrer dans les débats qui ont eu cours au Canada et au Québec au moment de l'adoption des diverses lois provinciales sur les pensions aux mères nécessiteuses. En effet, Charlotte Whitton et ses idées se sont vraisemblablement révélées capitales dans l'adoption de la formule d'assistance aux mères qui fut finalement retenue à travers tout le pays, soit une formule

-
21. Voir Louise Bienvenue (1996). Il s'agit plus particulièrement de l'étude de la participation de la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste à cette Commission.
22. Si ce n'est ce qu'on retrouve par bribes dans les recherches de Lévesque (1989) et de Strong-Boag (1979, 1988), de Guest (1993) et de Vaillancourt (1988). Andrée Lévesque (1989 : 48-49) signale par exemple que la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste fait partie du concert de voix qui, au Québec, ont réclamé, durant les années 20, des pensions aux veuves et aux mères soutiens de famille : «La F.N.S.J.B. voudrait voir accorder une pension aux mères seules avec enfants à charge, pour garder les mères au foyer et leur éviter un travail à l'extérieur «pour [les] mettre à [leur] place à la tête de leurs enfants».» Quant à Strong-Boag, elle mentionne l'apport des suffragettes «libérales» telle Nellie Mc Clung. Voici comment elle décrit le contenu de leurs discours (1979 : 24) : «They emphasized not female weakness, but the community's failure to give full rein to women's maternal qualities. The potential for nurture was women's particular strength. The state's recognition of the value of childbearing would demonstrate society's commitment to the set of more humane values which women as a sex more clearly espoused.» L'autre mention du contenu du discours des groupes féministes sur les pensions aux mères concerne une requête présentée par l'Ontario Provincial Council of Women au gouvernement de l'Ontario en 1922, spécifiant que «as the wife is the business partner of her husband in conserving if not producing the wealth that supports the family, she shall be recognized as an equal partner in the marriage relationship and be entitled to a definite income» (cité dans Strong-Boag 1988 : 96). Voici enfin ce qu'ajoutera Strong-Boag (1988 : 96) : «Although women as a group never won formal recognition of the real work they performed in the home, the introduction of mothers' allowances for those in distress in the 1920s and 1930s owed a great deal to feminist identification of the larger problem. Respectable middle-class housewives who complained that they were «nothing but [...] working housekeeper[s] – without a salary» were not beyond making the connection between the situation of all women at home and that of impoverished single mothers.» L'évolution des travaux de l'équipe de Yolande Cohen au Département d'histoire de l'UQAM sur l'élargissement de la citoyenneté des femmes au Québec (1880-1940) sera à cet égard à surveiller. Voir à ce sujet la note 20.

sélective du type assistance publique, en lieu et place d'autres formules plus universalistes du type sécurité sociale, comme celle qui fut implantée un temps en Colombie-Britannique dans les années 20 (Little 1995). Son influence se révéla aussi décisive dans le rejet, par la commission Montpetit, d'un régime universel d'allocations familiales par le Québec en 1933²³.

Ses biographes sont formels: il s'agit d'une femme socialement «à droite», *A Feminist on the Right*, comme l'indique le titre de leur biographie²⁴, mais féministe quand même à leur avis. À l'instar d'Elisabeth Putnam aux États-Unis, dont il a été question il y a un moment, on pourrait dire que l'action, l'idéologie et la vie même de Charlotte Whitton sont aussi des éléments révélateurs de l'hétérogénéité et de la diversité de la pensée et de l'action sociale féminines, souvent classées sous la rubrique indifférenciée du maternalisme, du seul fait qu'il s'agissait de l'action d'une femme, œuvrant dans le champ de la famille.

Ses activités démontrent une fois de plus la nécessité d'enrichir, comme le suggérait Nancy Cott (1989), le vocabulaire et les catégories d'analyse concernant la vaste gamme de l'agir féminin historique. Il faut en arriver à mieux appréhender cette image embrouillée de la femme «hors foyer», telle qu'elle a été dessinée par Andrée Brochu²⁵. Il faut se donner des outils pour y voir plus – ou moins, ou pas du tout, selon le cas – que du maternalisme.

C'est dans cet ordre de préoccupations que Molly Ladd-Taylor (1994) a cru bon, dans sa récente étude sur le militantisme féminin des années 20 autour des réformes de l'enfance aux États-Unis, de donner une définition plus circonscrite, plus restrictive aussi, du maternalisme et d'ajouter, à l'intérieur de la constellation des militantes qui luttèrent en faveur de la création d'un État-providence aux États-Unis, les féministes. Voici comment elle les départage.

Les maternalistes, dit Ladd-Taylor (1993: 112), formulent les droits des femmes en termes d'obligations familiales, alors que les féministes, pour leur part, réclament l'autonomie individuelle pour les femmes, remettent en question le salaire familial et revendiquent l'indépendance économique, autant que politique et juridique, par rapport aux hommes.

Cette précision des usages du maternalisme m'apparaît pertinente, quels que soient les qualificatifs – féministe en l'occurrence – qu'on emploie à cette fin, car il semble très difficile de maintenir sous le même «parapluie», c'est-à-dire le concept de maternalisme tel qu'il est défini par Koven et Michel, des usages aussi différents de ce concept.

Prenons l'exemple de la définition que donne Bock (1992: 403) du maternalisme européen du début du siècle lorsqu'elle parle du féminisme maternel et de ses «aspirations originales», à savoir «la reconnaissance de la maternité en tant que «fonction sociale» et l'abolition du salaire du chef de famille au profit d'une redistribution du revenu des hommes aux femmes». En regard des différentes conceptualisations des pensions aux mères nécessiteuses aux

23. La grande importance accordée par la commission Montpetit au mémoire que lui présenta Charlotte Whitton sur une «question connexe», celle des allocations familiales, se reflète dans le fait que le rapport Montpetit a reproduit le mémoire dans sa «partie substantielle», comme il est dit, sous la rubrique «Objections présentées». Voir Commission des assurances sociales de Québec (1933 : 94-107).

24. Voir à ce sujet Rooke et Schnell (1987).

25. Illustration parue dans *La Vie en rose*, décembre, janvier, février 1981-1982.

États-Unis, la définition de Bock me semble s'appliquer à une frange bien précise de militantes maternalistes, en fait celles que Ladd-Taylor qualifie non pas de maternalistes mais de «féministes».

Ces militantes ont peu en commun, à mon avis, avec une Elisabeth Putnam par exemple, et toutes ces militantes pour qui la maternité devait rester une fonction privée, l'État n'ayant rien à voir dans le domaine.

Les allocations familiales et l'usage «matérialiste» de la maternité d'hier à aujourd'hui

Je citerai rapidement un autre exemple à l'appui de la nécessité de préciser le concept de maternalisme. Il s'agit, selon moi, d'un autre usage de la maternité, qui s'est manifesté lors de l'élaboration de la théorie des allocations familiales par Eleanor Rathbone, à partir des années 20 en Angleterre, puis au moment des mobilisations féministes en faveur de leur implantation en Angleterre, au Canada et au Québec à la fin de la Seconde Guerre, de même qu'à l'occasion de leur remise en question en ces mêmes pays dans les décennies 70 et 80. Il s'agit d'un usage que je qualifie, faute de mieux, de «matérialiste» de la maternité et qui semble correspondre à l'usage «féministe» que décrit Ladd-Taylor.

Cette théorie des allocations familiales, qu'Eleanor Rathbone avait conçue comme une solution de rechange au système salarial familial, à savoir le salaire masculin, de même que le discours que les militantes ont tenu à l'occasion de diverses mobilisations en leur faveur, et cela à des époques et dans des contextes différents, se rejoignent sur un point: on n'a pas utilisé, pour reprendre les termes de Denyse Côté (1993: 230) à propos de la lutte de Thérèse Casgrain au Québec, «le discours conservateur du féminisme maternel.»

En effet, les luttes autour des allocations familiales, et cela, à divers moments de leur histoire, que ce soit dans la théorie même d'Eleanor Rathbone (1986), élaborée dans *The Desinherited Family* dès 1924, ou dans les discours de militantes exprimés lors de l'implantation de ce régime en 1945 en Angleterre (Fleming 1986), au Canada et au Québec (Côté 1993), ou lors de leur remise en question en 1973 en Angleterre (Fleming 1977), en 1976 au Canada (WFHC 1977) et en 1985 au Québec (Bélanger et Boyer 1989), ces luttes, toujours, furent axées sur la maternité comme travail. C'est l'*activité maternelle* qui fut centrale dans le discours des militantes, non le symbole, le mythe, l'idéologie de la maternité en fait.

«Le versement des allocations familiales aux mères contribue au développement d'un discours féministe sur l'autonomie financière, discours plus ou moins radical selon les intervenantes»: telle est l'une des conclusions de la thèse de Lucie Bélanger et Ginette Boyer (1989: 77) qui ont analysé la dernière mobilisation féministe autour des allocations familiales, soit celle de 1985 (qui, rappelons-le, ont disparu en 1992 du palier fédéral dans le silence féministe le plus total). Telle est aussi celle que l'on peut tirer des luttes antérieures sur la question, après examen du discours qui les a soutenues²⁶.

26 La question des diverses mobilisations féministes autour des allocations familiales en Angleterre, au Canada et au Québec de même que la pensée

Peut-on inclure de telles perspectives «matérialistes» de la maternité sous le chapeau du maternalisme, tel qu'il est décrit par Koven et Michel, ou encore du féminisme maternel, tel qu'il est défini par Offen, et dont le postulat de base est le «primat du couple hommes/femmes [...] décrit comme l'unité de base de la société»?

Alors que c'est l'idéologie de la maternité qui est, de toute évidence, au cœur de la définition du maternalisme de Koven, Michel et Offen, ce sont les expériences concrètes des femmes, la matérialité de la maternité, pourrait-on dire, de même que l'autonomie financière des femmes par rapport aux hommes, qui furent d'abord mises en avant dans les discours ayant soutenu les luttes en faveur de l'implantation ou du maintien des allocations familiales.

En d'autres termes, et s'il faut conserver le mot «maternalisme» pour qualifier le militantisme de femmes en Europe et en Amérique du Nord qui se sont préoccupées du sort des femmes dans la famille et des enfants, il faudrait l'«historiciser» davantage, le contextualiser et spécifier que la définition du maternalisme, telle qu'elle est exprimée par Koven et Michel – et empruntée au féminisme relationnel d'Offen – représente en fait un usage bien particulier de la maternité mis en avant par des militantes, soit l'usage idéologique, alors que d'autres féministes en ont vraisemblablement fait de tout autres usages et, parmi ceux-ci, un usage «matérialiste», où l'activité maternelle, l'activité de travail des femmes, était mise en évidence. *Des droits sociaux ont ainsi été réclamés sur la base du rapport à la production des femmes, sur la base de la totalité de leur travail, non d'abord sur celle de leur «biologie».* Distinguer d'autres usages de la maternité devrait faire partie du travail de révision historiographique présentement en cours sur la première phase du féminisme²⁷.

Le maternalisme = la femme

J'ajouterai une dernière remarque en terminant. La plus récente mobilisation féministe autour des allocations familiales au Québec, celle de 1985, fut considérée, dans les milieux féministes du Québec, comme une «bataille perdue²⁸», étant donné que la modification à la loi fut finalement votée, les allocations perdant encore davantage de leur caractère d'universalité. Il est assez étonnant de constater que l'une des objections à la stratégie adoptée par la coalition fut la suivante: cette «bataille perdue» ne fut-elle pas en réalité «une occasion manquée pour les femmes de mener une lutte «sous l'étiquette de mères»²⁹»? Comme quoi, nous avons autant de difficulté à lire le féminisme d'aujourd'hui que celui d'hier lorsqu'il est question de maternité et des luttes entourant la question!

À mon sens, la remise en question d'une stratégie basée sur les conditions d'exercice même du travail des femmes à l'intérieur de la famille, et l'objection de ne pas avoir plutôt, en lieu et place, mené la bataille «sous l'étiquette de mères»

d'Eleanor Rathbone sur les allocations familiales sont étudiées plus à fond dans une section de Toupin (1994 : 201-255).

27. C'est d'ailleurs le souhait que l'on formule en d'autres termes dans la plus récente recension d'ouvrages américains sur la question. Voir Kornbluh (1996 : 194).

28. Voir, à ce sujet, Suzanne Dansereau (1986).

29. Cette question est citée et critiquée dans Bélanger et Boyer (1989 : 213, note 9).

est très révélatrice. Elle dénote qu'on arrive très mal, aujourd'hui encore, et dans *les études féministes en général* et dans la vie courante, à penser les femmes autrement qu'en termes biologiques. La bourde du premier ministre du Québec, M. Lucien Bouchard, au sujet du bas taux de natalité des Québécoises francophones blanches, proférée en 1995 alors qu'il était président du Comité du oui au moment du débat référendaire sur la souveraineté, est tristement là pour nous le rappeler. On a toujours peine à concevoir les femmes comme une catégorie sociale, et non biologique, comme le faisait remarquer Nicole-Claude Mathieu il y a maintenant 25 ans (1971).

Cette carence conceptuelle se perpétue, à mon avis, dans l'actuelle définition du maternalisme. Elle est le reflet, ou plutôt une forme de ce que Bélanger et Boyer ont très pertinemment appelé «la culture de la reproduction». Au sujet du travail effectué par les femmes dans le cadre familial, qu'elles nomment «maternage», elles écrivent (1989: 40):

Ce travail a ceci de particulier qu'associé à l'être même des femmes et n'étant point perçu comme construit socio-historique [...] il se confond à l'identité même des femmes. Toute atteinte à son mode d'exercice risque d'être perçu comme une atteinte à l'être même des femmes; telle est la culture de la reproduction [...] Il s'agit d'un lourd héritage du système patriarcal. Si le mouvement féministe a su dénoncer et limiter cette croyance ayant le statut de vérité infaillible, sa persistance oblige à une vigilance continue pour assurer que s'effectue une rupture véritable, que se crée la distance nécessaire entre la mère-travailleuse et son travail. C'est à cette condition que les femmes arriveront à reprendre le contrôle de leurs conditions de vie qui sont aussi leurs conditions de travail.

Le concept de «maternalisme» comporte en fait, pour moi, le même défaut conceptuel que celui que comportaient les termes «la femme» ou «la ménagère» avant le travail de déconstruction opéré par les militantes durant les années 70 puis par les chercheuses féministes, au sujet de la séparation travail-«nature» chez les femmes.

Au Québec, c'est peut-être la journaliste Adèle Lauzon qui a, dès 1961, pressenti tout le travail de déconstruction qu'il y avait à faire en la matière quant elle a dit: «La femme n'est pas une profession, ni un statut social³⁰.» Une bonne partie du mouvement des femmes à partir des années 70, ici comme ailleurs, s'est employée à analyser et à décortiquer le travail des femmes à l'intérieur et à l'extérieur de la maison, à tenter, par diverses propositions de réformes, de le sortir du domaine «naturel», antihistorique et donc invisible où il était cantonné pour le présenter comme un *travail*³¹.

30. Voir Lauzon, citée dans Dumont (1986 : 28).

31. Mentionnons seulement à ce propos les diverses analyses et luttes du courant féministe du salaire au travail ménager (Dalla Costa et James 1973; Federici 1975) qui ont très largement contribué à remettre en question, au début des années 70, la question du travail gratuit et invisible des femmes et son caractère «naturel». Mentionnons aussi les luttes, au Québec, de l'Association des femmes collaboratrices de leur mari dans une entreprise à but lucratif visant à faire reconnaître l'activité «invisible» qu'elles y exerçaient comme du travail, avec les avantages sociaux qui sont rattachés normalement à un travail. Mentionnons de

Le concept de «maternalisme» semble donc arriver directement de l'idéologie: il fait fi de toute la longue entreprise de dénaturalisation des femmes et de leur travail, effectuée durant les deux dernières décennies par tout un pan de militantes et des chercheuses féministes. Ce concept, tel qu'il a été défini, toujours par Koven et Michel, sur les traces d'Offen, ancre en fait l'activité des femmes dans l'histoire dans une prétendue «nature» particulière, amalgamant chez elles, et de façon très compacte, une identité-nature de telle sorte qu'on n'arrive plus très bien, avec un tel concept interprétatif, à percevoir chez les femmes une véritable activité de travail, hors de la maison, qui ne serait pas, elle aussi, tout aussi «naturelle» que celle qu'elles sont censées exercer «naturellement» à l'intérieur du foyer. Dans son acception actuelle, tout au moins, le concept de maternalisme constitue un retour à la case départ.

Louise Toupin
Chargée de cours en études féministes
Université Concordia

RÉFÉRENCES

- ABRAMOVITZ, Mimi
1988 *Regulating the Lives of Women Social Welfare Policy from Colonial Times to the Present*. Boston, South End Press.
- ALLEN, Ann Taylor
1991 *Feminism and Motherhood in Germany, 1800-1914*. New Brunswick, Rutgers University Press.
1993 «Maternalism in German Feminist Movement», *Journal of Women's History*, 5, 2 : 99-103.
- BAILLARGEON, Denyse
1991 «Cohen, Yolande, *Femmes de parole. L'histoire des Cercles de Fermières du Québec*» (recension), *Cahiers d'histoire*, 11, 3: 73-79.
- BÉLANGER, Lucie et Ginette Boyer
1989 *Autonomie financière, reconnaissance économique du travail de maternage et crise de l'État-providence: la lutte de la Coalition des femmes pour les allocations familiales*. Mémoire de maîtrise (sociologie), Montréal, Université du Québec à Montréal.
- BIENVENUE, Louise
1996 «La participation des associations féminines à la Commission Montpetit, 1931-1932», communication présentée dans le cadre du Congrès de l'Acfas, Université McGill, 16 mai 1996.

même l'opération «équité salariale», déclenchée par les femmes des centrales syndicales, afin de «dénaturaliser» les emplois des «ghettos féminins» et de les évaluer non en fonction du sexe de qui les exerce, mais du travail qui y est déployé. Mentionnons enfin le travail de l'équipe de Karen Messing à l'Université du Québec à Montréal pour rendre visibles les problèmes de santé des femmes au travail, dont l'invisibilité «provient en partie des attitudes envers le travail «naturel» des femmes» (Messing, Neis et Dumais 1995).

- BLOM, Ida
1991 «Voluntary Motherhood 1900-1930: Theories and Politics of a Norwegian Feminist in an International Perspective», in Gisela Bock et Pat Thane (dir.), *Maternity and Gender Politics: Women and the Rise of European Welfare States : 1880s-1950*. New York, Routledge: 21-39.
- BOCK, Gisela
1992 «Pauvreté féminine, droits des mères et États-providence», in Françoise Thébaud (dir.), *Histoire des femmes en Occident, t. 5: le XX^e siècle*. Paris, Plon: 381-409.
- BOCK, Gisela et Susan James (dir.)
1992 *Beyond Equality and Difference: Citizenship, Feminist Politics, and Female Subjectivity*. New York, Routledge.
- BOCK, Gisela et Pat Thane (dir.)
1991 *Maternity and Gender Politics: Women and the Rise of European Welfare States : 1880s-1950*. New York, Routledge.
- BORIS, Eileen
1993 «The Power of Motherhood: Black and White Activist Women Redefine the «Political»», in Seth Koven et Sonya Michel, *Mothers of a New World. Maternalist Politics and the Origins of Welfare States*. New York, Routledge: 213-245.
- BRION, Hélène
1978 *La voie féministe*. Paris, Syros (1^{re} éd.: 1916).
- COMMISSION DES ASSURANCES SOCIALES DE QUÉBEC
1933 *1^{er}, 2^e, 3^e et 4^e rapports*. Deuxième édition, Québec, Ministère du Travail: 94-107.
- CÔTÉ, Denyse
1993 «Le versement des allocations familiales aux mères québécoises», in Anita Caron et Lorraine Archambault (dir.), *Thérèse Casgrain; une femme tenace et engagée. Actes d'un colloque* (Montréal, 20-21-22 mars 1992). Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec: 221-237.
- COTT, Nancy
1986 «Feminist Theory and Feminist Movements: The Past Before Us», in Juliet Mitchell et Ann Oakley (dir.), *What is Feminism. A Reexamination*. New York, Pantheon: 49-62.
1987 *The Grounding of Modern Feminism*. New Haven, Yale University Press.
1989 «What's in a Name? The Limits of «Social Feminism»: Or, Expanding the Vocabulary of Women's History», *The Journal of American History*, 76, 3: 809-829.
- COVA, Anne
1991 «French Feminism and Maternity: Theories and Politics, 1890-1918», in Gisela Bock et Pat Thane (dir.), *Maternity and Gender Politics: Women and the Rise of European Welfare States: 1880s-1950*. New York, Routledge: p. 120-137.
1994 *Droits des femmes et protection de la maternité en France, 1892-1939*. Thèse de doctorat, Florence, Institut universitaire européen, Département d'histoire et civilisation.

DALE, Jennifer et Peggy Foster

1986 *Feminists and State Welfare*. Boston, Routledge & Kegan Paul.

DALLA COSTA, Mariarosa et Selma James

1973 *Le pouvoir des femmes et la subversion sociale*. Genève, Adversaire.

DANSEREAU, Suzanne

1986 «Autopsie d'une bataille perdue», *La Vie en rose*, février: 12-13.

DARSIGNY, Maryse

1993 «La «femme moderne» selon Thérèse Casgrain: une analyse de son discours féministe des années trente», in Anita Caron et Lorraine Archambault (dir.), *Thérèse Casgrain; une femme tenace et engagée. Actes d'un colloque* (Montréal, 20-21-22 mars 1992). Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec : 119-138.

DAVID-NÉEL, Alexandra

1975 *Journal de voyage/1: 11 août 1904-26 décembre 1917*. Paris, Plon.

DUBOIS, Ellen et Linda Gordon

1984 «Seeking Ecstasy on the Battlefield: Danger and Pleasure in Nineteenth-Century Feminist Sexual Thought», in Carole Vance (dir.), *Pleasure and Danger: Exploring Female Sexuality*. Boston, Routledge & Kegan Paul: 31-49.

DUFRENCATEL, Christiane, Madeleine Rebérioux et Béatrice Slama

1976 «Hubertine Auclert et la question des femmes à l'immortel congrès (1879)», *Romantisme*, 13-14: 123-129.

DUMONT, Micheline

1986 «Historienne et sujet de l'histoire», in *Identités féminines: mémoire et création*. Questions de culture 9. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture: 21-34.

1995 *Les Cercles de fermières sont-ils à l'origine du féminisme québécois?* Communication au Congrès de l'Institut d'histoire de l'Amérique française, Université d'Ottawa, 21 octobre 1995 (à paraître dans la revue *Clio*).

FEDERICI, Silvia

1975 *Wages Against Housework*. Londres, Falling Wall Press.

FLEMING, Suzie

1977 «Offensives contre les allocations familiales», in Collectif l'Insoumise (dir.), *Le foyer de l'insurrection. Textes sur le salaire pour le travail ménager*. Genève, l'Insoumise: 117-133.

1986 «Introduction: Eleanor Rathbone: Spokeswoman for a Movement», in Eleanor Rathbone, *The Desinherited Family*. Bristol, Falling Wall Press: 9-120 (1^{re} éd.: 1924).

GOODWIN, Joanne L.

1992 «An American Experiment in Paid Motherhood: The Implementation of Mothers' Pensions in Early Twentieth-Century Chicago», *Gender and History*, 4, 3: 323-342.

- GORDON, Linda
 1990 «The New Feminist Scholarship on the Welfare State», in *Women, the State and Welfare*. Madison, The Wisconsin University Press: 9-35.
- 1991 «Black and White Visions of Welfare: Women's Welfare Activism, 1890-1945», *The Journal of American History*, 78, 2: 559-590.
- 1994 *Pitied but Not Entitled: Single Mothers and the History of Welfare*. New York, Free Press.
- GUEST, Dennis
 1993 *Histoire de la sécurité sociale au Canada*. Montréal, Boréal.
- GUILLAUMIN, Colette
 1992 *Sexe, race et pratique du pouvoir. L'idée de Nature*. Paris, Côté-femmes.
- HAYDEN, Dolores
 1982 *The Great Domestic Revolution: A History of Feminist Designs for American Homes, Neighborhoods, and Cities*. Cambridge, The M.I.T. Press.
- HERZOG, Dagmar
 1993 «New Developments in German Women's History», *Journal of Women's History*, 4, 3: 180-189.
- HILL COLLINS, Patricia
 1990 *Black Feminist Thought: Knowledge, Consciousness, and the Politics of Empowerment*. New York, Routledge.
- JASMIN, Judith
 1992 *Défense de la liberté*. Montréal, Boréal.
- JEAN, Dominique
 1986 «Les parents québécois et l'État canadien au début du programme d'allocations familiales, 1944-1945», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 40, 1: 73-95.
- JUTEAU, Danielle
 1994 «De la fragmentation à l'unité. Vers l'articulation des rapports sociaux», *Cahiers de recherche éthique*, 18: 81-108.
- KÄPPELI, Anne-Marie
 1991 «Scènes féministes», in Geneviève Fraisse et Michèle Perrot (dir.), *Histoire des femmes en Occident*, t.4: *le XIX^e siècle*. Paris, Plon: 495-525.
- KEALEY, Linda
 1979 «Introduction», in Linda Kealy (ed.), *A Not Unreasonable Claim: Women and Reform in Canada, 1880-1920*. Toronto, The Women's Press: 1-14.
- KLEJMAN, Laurence et Florence Rochefort
 1989 *L'égalité en marche: le féminisme sous la Troisième République*. Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques/Des Femmes.
- KNIBIEHLER, Yvonne et Catherine Fouquet
 1977 *Histoire des mères du Moyen-Âge à nos jours*. Paris, Montalba.

KORNBLUH, Felecia A.

- 1996 «The New Literature on Gender and the Welfare State: The U.S. Case», *Feminist Studies*, 22, 1: 171-197.

KOVEN, Seth et Sonya Michel

- 1990 «Womanly Duties: Maternalist Politics and the Origins of Welfare States in France, Germany, Great Britain, and the United States, 1880-1920», *American Historical Review*, 95, 4: 1076-1114.
- 1993 *Mothers of a New World. Maternalist Politics and the Origins of Welfare States*. New York, Routledge.

LADD-TAYLOR, Molly

- 1993 «Toward Defining Maternalism in U.S. History», *Journal of Women's History*, 5, 2: 110-113.
- 1994 *Mother-Work: Women, Child Welfare, and the State, 1890-1930*. Urbana, University of Illinois Press.

LAQUEUR, Thomas

- 1992 *La fabrique du sexe. Essai sur le corps et le genre en Occident*. Paris, Gallimard.

LÉVESQUE, Andrée

- 1989 *La norme et les déviantes. Des femmes au Québec pendant l'entre-deux guerres*. Montréal, Remue-ménage.

LEWIS, Jane

- 1980 *The Politics of Motherhood. Child and Maternal Welfare in England, 1900-1939*. Londres/Montréal, Croom Helm/McGill-Queens University Press.
- 1984 *Women in England, 1870-1950: Sexual Divisions and Social Change*. Bloomington, Indiana University Press.
- 1986 «Feminism and Welfare», in Juliet Mitchell et Ann Oakley (dir.), *What is Feminism? A Reexamination*. New York, Pantheon: 85-100.
- 1994a «Gender, the Family and Women's Agency in the Building of «Welfare States» the British Case», *Social History*, 19, 1: 37-55.
- 1994b «Women's Agency, Maternalism and Welfare», *Gender and History*, 6, 1: 117-123.

LEWIS, Jane (dir.)

- 1983 *Women's Welfare, Women's Rights*. Londres, Croom Helm.

LITTLE, Margaret Hillyard

- 1995 «Claiming a Unique Place: The Introduction of Mothers' Pensions in B.C.», *B.C. Studies*, 105-106: 80-102.

MATHIEU, Nicole-Claude

- 1971 «Notes pour une définition sociologique des catégories de sexe», *Épistémologie sociologique*, 11: 19-39.
- 1989 «Identité sexuelle/sexuée/de sexe? Trois modes de conceptualisation du rapport entre sexe et genre», in Anne-Marie Daune-Richard, Marie-Claude Hurtig et Marie-France Pichevin (éd.), *Catégorisation de sexe et constructions scientifiques*. Aix-en-Provence, Université de Provence.
- 1991 *L'anatomie politique. Catégorisations et idéologies de sexe*. Paris, Côté-femmes.

- MESSING, Karen, Barbara Neis et Lucie Dumais (dir.)
 1995 *Invisible. La santé des travailleuses/Issues in Women's Occupational Health*. Charlottetown, Gynergy Books.
- MICHEL, Sonya et Robyn Rosen
 1992 «The Paradox of Maternalism: Elisabeth Lowell Putnam and the American Welfare State», *Gender and History*, 4, 3: 364-385.
- MINK, Gwendolyn
 1995 *The Wages of Motherhood. Inequality in the Welfare State, 1917-1942*. Ithaca, Cornell University Press.
- NELSON, Barbara J.
 1990 «The Origins of the Two-Channel Welfare State: Workmen's Compensation and Mother's Aid», in Linda Gordon (dir.), *Women, the State and Welfare*. Madison, The Wisconsin University Press: 123-151.
- OFFEN, Karen
 1988 «Defining Feminism: A Comparative Historical Approach», *Signs*, 14, 1: 119-157.
 1989a «Définir le féminisme: approche historique comparative», *Bulletin d'information des études féminines, B.I.E.F.*, 20-21: 7-27.
 1989b «The Use and Abuse of History», *Women's Review of Books*, VII, 7: 15-16.
 1995 «Women in the Western World», *Journal of Women's History*, 7, 1: 145-151.
- PEDERSON, Susan
 1993 *Family, Dependence, and the Origins of the Welfare State: Britain and France, 1914-1945*. New York, Cambridge University Press.
- PIERSON, Ruth Roach
 1990 «Ellen Key: Maternalism and Pacifism», in Ruth Roach Pierson, Andrée Lévesque et Katherine Arnup (dir.), *Delivering Motherhood: Maternal Ideologies and Practices in the 19th and 20th Centuries*. New York, Routledge: 270-283.
- PIERSON, Ruth Roach, Andrée Lévesque et Katherine Arnup (dir.)
 1990 «Introduction», in Ruth Roach Pierson, Andrée Lévesque et Katherine Arnup (dir.), *Delivering Motherhood: Maternal Ideologies and Practices in the 19th and 20th Centuries*. New York, Routledge: xiii-xxiv.
- PRENTICE, Alison, et al.
 1988 *Canadian Women: A History*. Toronto, Harcourt Brace Jovanovich Canada Inc.
- RATHBONE, Eleanor
 1917 «The Remuneration of Women's Services», *The Economic Journal*, 27: 55-60.
 1925 «The Old and the New Feminism», *The Woman's Leader*, 17, 7 (13 mars): 51-52.
 1986 *The Desinherited Family*. Bristol, Falling Wall Press (1^{re} éd.: 1924).
- REGISTER, Cheri
 1982 «Motherhood at Center: Ellen Key's Social Vision», in Elisabeth Sarah (dir.), *Reassessments of «First Wave» Feminism*. Oxford, Pergamon Press: p. 599-610.

ROOKE, Patricia et R.L. Schnell

1987 *No Bleeding Heart: Charlotte Whitton, a Feminist on the Right*. Vancouver, University of British Columbia Press.

ROUSSEL, Nelly

1979 *L'éternelle sacrifiée*. Paris, Syros (1^{re} éd.: 1906).

SARVASY, Wendy

1992 «Beyond the Difference Versus Equality Policy Debate: Postsuffrage Feminism, Citizenship and the Quest for a Feminist Welfare State», *Signs*, 17, 2: 329-362.

SCHIRMACHER, Kaëthe

1902 «Le travail des femmes en France», *La Revue*, 40, 4 (15 février): 395-412.

1904 «Le travail domestique des femmes: son évaluation économique et sociale», *Revue d'économie politique*, 18: 353-379.

SIIMS, Birte

1988 «Towards a Feminist Rethinking of the Welfare State», in Kathleen B. Jones et Anna G. Jónasdóttir (dir.), *The Political Interests of Gender: Developing Theory and Research with a Feminist Face*. Londres, Sage Publications: 160-186.

SKLAR, Kathryn Kish

1985 «Hull House in the 1890s: A Community of Women Reformers», *Signs*, 10, 4: 658-677.

SKOCPOL, Theda

1992 *Protecting Soldiers and Mothers: The Politics of Social Provision in the United States, 1870s-1920s*. Cambridge, Harvard University Press.

STROEHR, Irene

1991 «Housework and Motherhood: Debates and Policies in the Women's Movement in Imperial Germany and the Weimar Republic», in Gisela Bock et Pat. Thane (dir.), *Maternity and Gender Politics: Women and the Rise of European Welfare States: 1880s-1950*. New York, Routledge: 213-232.

STRONG-BOAG, Veronica

1979 «“Wages for Housework”: The Beginnings of Social Security in Canada», *Journal of Canadian Studies*, 14, 1: 24-34.

1988 *The New Day Recalled: Lives of Girls and Women in English Canada, 1919-1939*. Markham, Penguin Books.

TABET, Paola

1985 «Fertilité naturelle, reproduction forcée», in N.-C. Mathieu (dir.), *L'arraisonnement des femmes: Essais en anthropologie des sexes*. Paris, EHESS: 61-145.

THÉBAUD, Françoise

1992a «Les grandes mutations du siècle», in Françoise Thébaud (dir.), *Histoire des femmes en Occident*, t. 5: *le XX^e siècle*. Paris, Plon: 375-379.

THÉBAUD, Françoise (dir.)

1992b *Histoire des femmes en Occident*, t. 5: *le XX^e siècle*. Paris, Plon.

TOUPIN, Louise

1994 *Mères ou citoyennes? Une critique du discours historique nord-américain (1960-1990) sur le mouvement féministe (1850-1960)*. Thèse de doctorat (science politique), Montréal, Université du Québec à Montréal.

VAILLANCOURT, Yves

1988 *L'évolution des politiques sociales au Québec, 1940-1960*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal.

WAGES FOR HOUSEWORK CAMPAIGN (WFHC)

1977 *In Defense of the Family Allowances. A Brief Presented to the Hon. Marc Lalonde, Minister of National Health & Welfare*. Toronto, texte ronéotypé.

WARE, Susan

1981 *Beyond Suffrage: Women in the New Deal*. Cambridge, Harvard University Press.

WEINER, Lynn Y.

1993 «Maternalism as a Paradigm: Defining the Issues», *Journal of Women's History*, 5, 2: 95-131.

WIESEN-COOK, Blanche

1978 *Crystal Eastman: On Women and Revolution*. New York, Oxford University Press.

WOOLF, Virginia

1977 *Trois guinéés*. Paris, Des Femmes (1^{re} éd.: 1938).